

Affaires courantes

sur le patrimoine canadien, car les libéraux majoritaires à ce comité refusent?

L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien): Monsieur le Président, je crois que j'aurais le plus grand plaisir et le plus grand intérêt à consulter mes collègues avant de prendre une décision.

* * *

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ HYUNDAI MOTOR COMPANY

M. Jim Silye (Calgary-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec ont versé 46,4 millions de dollars en subventions à la société Hyundai pour qu'elle implante une usine d'assemblage d'automobiles à Bromont, au Québec. Si j'ai bien compris, le ministre des Finances prévoit englober encore 32 millions de dollars dans le même projet au nom de la création d'emplois.

Quand le ministre des Finances et le gouvernement comprendront-ils que les programmes de développement régional ne fonctionnent pas? Quand comprendront-ils qu'en injectant de l'argent dans le secteur privé, ils faussent le marché? Quand comprendront-ils que cet argent ne fait que s'ajouter à la dette nationale? Quand le ministre des Finances finira-t-il par apprendre quelque chose et cessera-t-il de gaspiller l'argent des contribuables en accordant des subventions directes aux entreprises?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, le ministre responsable de l'APEC, le ministre responsable de l'Agence de diversification de l'économie de l'Ouest et moi-même, ministre responsable du Bureau fédéral de développement régional du Québec, avons tous déclaré à la Chambre que nous estimions que les politiques de développement régional étaient inefficaces et ne correspondaient pas aux besoins d'une économie moderne.

Par conséquent, nous avons tous trois déclaré que nous allions examiner ces politiques et que nous allions transformer en profondeur l'intervention du gouvernement dans l'économie. Nous avons d'ailleurs déjà adopté des mesures en ce sens.

Notre position est très claire: nous sommes en train de procéder à des réformes. Notre budget de février en témoigne et nos prochains budgets confirmeront notre orientation.

Quant à l'affaire dont parle le député, je dirai qu'une entente avait été signée avant que nous arrivions au pouvoir. Cette entente s'inscrivait dans le cadre d'un accord plus large entre le Québec et le gouvernement fédéral, du même type que les autres accords signés avec beaucoup d'autres provinces. Cela donne lieu à de nombreux problèmes, mais nous. . .

Le Président: À l'ordre! Les questions et les réponses doivent être plus courtes. Le député de Calgary-Centre peut poser une dernière question.

M. Jim Silye (Calgary-Centre): Monsieur le Président, le ministre et le gouvernement se sont-ils seulement demandé pourquoi Hyundai ferme ses portes et pourquoi le projet n'a pas marché avant d'ajouter 32 millions de dollars à tous les millions déjà perdus? Le ministre peut-il répondre?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Pour montrer que j'ai appris ma leçon, monsieur le Président, je répondrai que oui, nous nous sommes posé ces questions.

Le Président: Chers collègues, j'ai dû intervenir à deux reprises au cours de la période des questions d'aujourd'hui. Je veux vous dire pourquoi.

Lorsque des questions concernant des comités ou les présidents de comité ont été posées, les ministres normalement associés à ces comités n'en sont pas les responsables. Voilà pourquoi je suis intervenu à l'occasion de deux questions.

Comme il est midi, nous passons aux affaires courantes.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure): Monsieur le Président, conformément au paragraphe (2.4) de l'article 11 de la Loi sur la gestion des finances publiques, je suis heureux de déposer, dans les deux langues officielles, le tout premier rapport annuel du président du Conseil du Trésor sur l'équité en matière d'emploi dans la fonction publique pour l'exercice 1992-1993.

* * *

● (1200)

LES VOIES ET MOYENS

AVIS DE MOTION

L'hon. Douglas Peters (secrétaire d'État (Institutions financières internationales)): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 83(1) du Règlement, je veux déposer des notes explicatives et un avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise, et je demande que l'étude de la motion soit inscrite à l'ordre du jour.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

L'hon. Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure): Monsieur le Président, le premier rapport annuel sur l'équité en matière d'emploi dans la fonction publique, que je viens de déposer, est exigé par la Loi sur la gestion des finances publiques en raison des